





Congo (Kinshasa)

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

 2 344 860

 43 814 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 747 739 950 (1997)

Diamants 64%

Exportations européennes
vers...

€ 300 914 440 (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

76,3% (1996)

secondaire

19,5% (1996)

Taux d'urbanisation

29% (1996)

Immense pays équatorial parcouru par de larges fleuves (14 000 km de voies navigables), la République Démocratique du Congo dispose de ressources énergétiques, minérales et végétales exceptionnelles. Malgré ce potentiel de développement considérable, le pays traverse depuis 1986 une crise profonde marquée par une détérioration constante de la situation économique, financière et sociale due à des facteurs externes (baisse des cours mondiaux) et à des politiques internes inadéquates.

Cette crise a entraîné une chute du PNB par habitant et a sapé les bases de la situation économique. La coopération avec la République du Congo (Kinshasa) remonte au premier Fonds Européen de Développement (FED) de 1958 et s'est formellement inscrite dans le cadre conventionnel de Yaoundé, puis de Lomé, après l'accession à l'indépendance du pays, en 1960. Le Congo a dans le passé bénéficié de financements significatifs: sur les cinq premiers FED, l'aide programmable s'est élevée à un total de € 420 millions et a été consacrée aux infrastructures, à l'agriculture, au secteur minier, à l'énergie et à l'éducation. De plus, deux interventions au titre du Sysmin ont représenté plus de € 70 millions.

Avec le Programme Indicatif National de Lomé III (€ 166,5 millions), deux grands programmes de développement rural intégrés et un programme de santé ont été mis en œuvre, qui donnent une place importante à la coopération décentralisée (participation directe des collectivités locales, des communautés de base et des ONG aux actions de développement).

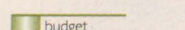
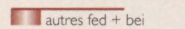
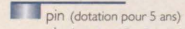
Le Programme Indicatif National 7ème FED (€ 170 millions) n'a pu encore, à ce jour, être signé entre les partenaires en raison de la suspension de la coopération. A plus forte raison, il n'y a pas eu d'enveloppe 8ème FED.

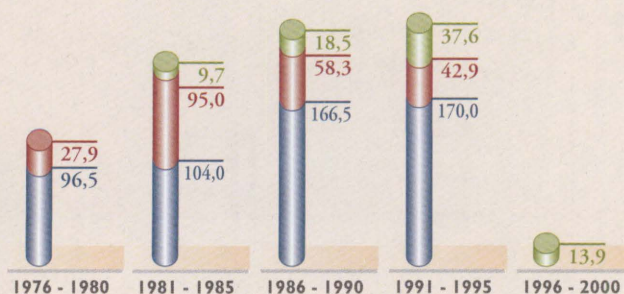
Les blocages survenus dans le processus de démocratisation lancé en 1990, ont amené l'Union Européenne à suspendre ses programmes de coopération avec le pays en janvier 1992, à l'exception de l'aide humanitaire et des actions de réhabilitation. Depuis lors, l'Union Européenne a alloué au Congo € 402 millions au titre de l'aide humanitaire, de l'aide alimentaire et des cofinancements avec les organisations non-gouvernementales (ONG), et des programmes de réhabilitation, ce qui la place au premier rang des donateurs de la communauté internationale. Cette aide, qui provient à la fois des ressources de Lomé III, de Lomé IV et du budget de l'UE, bénéficie directement aux couches les plus défavorisées de la population ainsi qu'aux populations affectées par les troubles internes. Toutefois, les conflits armés à l'Est du pays ont entraîné, en 1996-1997 et en 1998-1999, l'arrêt des actions en cours.

A la suite de la prise du pouvoir par l'Alliance des Forces Démocratiques de Libération du Congo (AFDL) du Président Kabila, en mai 1997, l'UE a confirmé sa disponibilité à reprendre progressivement la coopération avec la RDC en fonction des progrès constatés dans les domaines des droits de l'homme, de la démocratisation et de l'établissement de l'Etat du droit. En application de cette orientation publique, l'UE a débloqué des programmes de réhabilitation (santé et infrastructures routières) d'un montant de € 79 millions, en décembre 1997.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

 budget
 autres fed + bei
others fed + eib
 pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)





Congo (R.D/D.R)



Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
€ 747 739 950
(1997)

Diamonds 64%

European Exports to...
€ 300 914 440
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
3.4% (1995-96)

Primary schooling rate
76.3% (1996)

Secondary schooling rate
19.5% (1996)

Urbanisation rate
29% (1996)

A huge equatorial country with many rivers (14,000 km of navigable water), the Democratic Republic of Congo has exceptional energy, mineral and plant resources. Since 1996, due to both external problems (lower commodity prices) and internal ones (inadequate domestic policies), the country has been experiencing deep crisis with a continuing deterioration of its finances and social indicators.

This crisis has led to a fall in per capita GNP which has sapped the strength of the formal economy.

The Community's cooperation with the DRC dates back to the First European Development Fund and the Yaoundé Convention. The former Zaire joined the Yaoundé/Lomé system on gaining independence in 1960. It has traditionally benefited from significant EDF funds. Over the first five EDFs, the country was allocated € 420 million. The projects focus was on infrastructure, agriculture, mining, energy and education. € 70 million was allocated to two Sysmin projects.

Two major integrated rural development programmes were financed under the Lomé III National Indicative Programme (€ 166.5 million), as well as a health programme. All these Programmes placed an accent on decentralised cooperation (direct participation of local cooperatives, communities and NGOs).

The 7th EDF National Indicative Programme (€ 170 million) has not yet been signed due to the suspension of cooperation. Neither has there been an allocation from the 8th EDF. The stalemate in the political democratisation process from 1990 prompted the European Union to suspend its cooperation programmes with the country in January 1992, apart from humanitarian aid and rehabilitation projects.

Since 1990, the EU has allocated € 402 million to the DRC for emergency aid, food aid, co-financing with NGOs and rehabilitation programmes. As a result, the EU is currently the country's foremost international donor. This aid, consisting of funds from Lomé III and IV and from the EU budget, directly benefits the most disadvantaged sections of the population, as well as those affected by the country's domestic instability. However, armed conflicts in 1996-97 and in 1998-1999 led to the suspension of on-going projects.

Following the seizure of power in May 1997 by President Kabila's Forces Démocratiques de Libération du Congo (AFDL), the EU has expressed its willingness to gradually resume cooperation with the DRC. This is dependent on recognised progress in the fields of human rights, democratisation and establishment of law and order. In line with this policy, the EU unblocked rehabilitation programmes (health and road sectors) totaling € 79 million in December 1997.

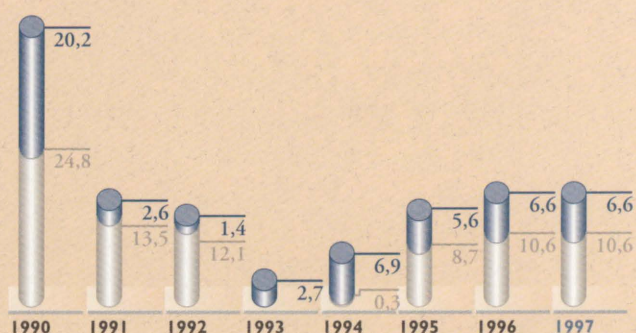
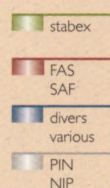
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Côte d'Ivoire

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 322 462

14 401 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 488 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 1 967 027 960 (1997)
Cacao 38%

Exportations européennes
vers...
€ 1 277 843 910 (1997)

Service de la dette /
exportations
23,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,4% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
69,1% (1996)
secondaire
20,8% (1996)

Taux d'urbanisation
44% (1996)

La mise en œuvre du 7ème FED et la programmation du 8ème, dont le Programme Indicatif National avait été signé fin 1996, se sont poursuivis au cours de l'année 1998 dans les trois secteurs de concentration (appui aux politiques de santé, de la décentralisation et du développement rural, agriculture et environnement).

Concernant le 8ème FED, l'instruction de trois importants programmes et projets qui se fondent sur l'expérience des programmes correspondant du 7ème FED a été complétée. Il s'agit des programmes d'appui à la décentralisation (€ 49,6 millions) et de la santé, ce dernier portant entre autres un regard particulier sur la problématique liée au genre (€ 30 millions), ainsi que le projet pour le Recensement National Agricole (€ 4,6 millions), en coopération avec la Banque Mondiale et la FAO.

Le 6ème programme d'appui à l'ajustement structurel (PAAS-VI: 34,4 millions d'euros) a été signé en septembre 1998.

Hors secteurs de concentration, au titre de l'appui au renforcement de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance et suite aux demandes de la société civile, une étude diagnostique sur le système judiciaire et pénitentiaire a été réalisée avec l'appui du gouvernement français. Le but de l'étude était de fournir un cadre de référence pour des éventuelles actions ultérieures, en coopération avec les autres bailleurs de fonds déjà présents ou disposés à intervenir dans ce domaine.

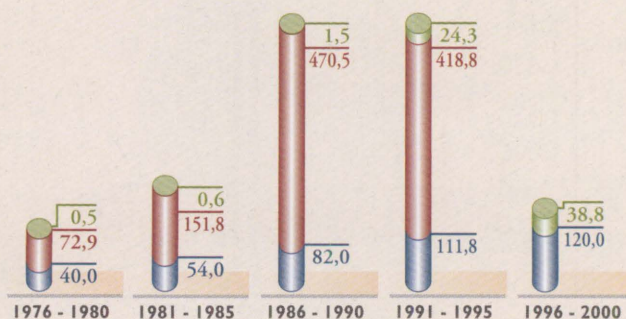
Pour la première fois, en novembre 1998 une revue conjointe de la coopération avec la Côte d'Ivoire a été réalisée avec la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et la Banque Européenne d'Investissement. La revue a permis de tracer une matrice de la coopération, par ailleurs ouverte à tous les bailleurs intéressés, qui indique notamment les synergies et complémentarités possibles.

Au titre des prévisions pour 1999, il convient de mentionner les travaux qui seront menés afin de définir une stratégie d'appui aux différentes organisations de producteurs agricoles ainsi que la prosecution en faveur de l'environnement avec l'étude pour l'aménagement du Complexe Naturel du Mont Banco.

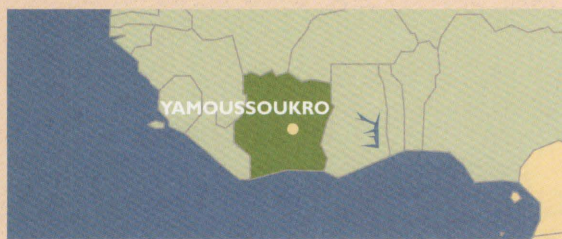
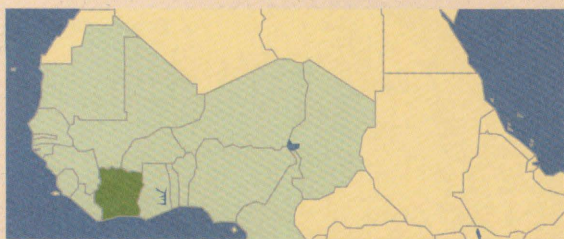
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Economic indicators

GNP per capita
€ 488 (1996)

European imports from...
€ 1 967 027 960
(1997)
Cocoa 38%

European Exports to...
€ 1 277 843 910 (1997)

Debt service / exports
23.1% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.4% (1995-96)

Primary schooling rate
69.1% (1996)

Secondary schooling rate
20.8% (1996)

Urbanisation rate
44% (1996)

The implementation of the 7th EDF and the programming of the 8th EDF, for which the National Indicative Programme was signed at the end of 1996, continued in the three major sectors,

- support to health,
- decentralisation and rural development,
- Agricultural and environment policies.

Based on the experience of the programmes for the 7th EDF the three major sectors of programmes and projects were repeated in the 8th EDF. The NIP for the 8th EDF is;

- the supporting programmes for decentralisation (€ 49.6 million)
- health - the latter focusing particularly involved in the different problems relative to health locally (€ 30 million) –
- the project for the National Agricultural Census (€ 4,6 million), in co-operation with the World Bank and the FAO.

The 6th programme for support to structural adjustment (SAP-VI: € 34.4 million) was signed in September 1998.

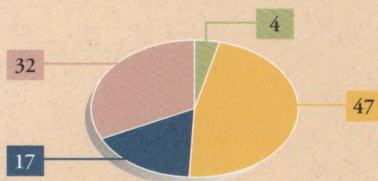
Beside the three main sectors, a diagnosis study on the legal and penitentiary system was carried out with the French government's support. This study was included under support for the strengthening of democracy, human rights and good governance. The aim of the study was to provide a framework of possible actions at a later date, in co-operation with the other donors.

For the first time, in November 1998 a joint review of co-operation with the Ivory Coast was carried out with the World Bank, the African Development Bank and the European Investment Bank. The review made it possible to trace a matrix of the co-operation – open to all interested financial backers, indicating in particular the possible synergies and complementary possibilities.

In 1999 the projects to be implemented, are a strategy of support to the various organisations of agricultural producers as well as the study in favour of the environment of the natural complex of Mount Banco.

FED EDF

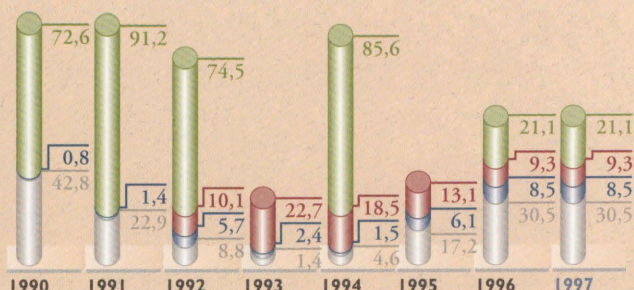
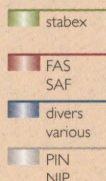
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Djibouti

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE
EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 23 200
511 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 31 672 710 (1997)

Hélicoptères 80%

Exportations européennes
vers...

€ 55 769 390
(1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
3,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
44,4% (1996)

secondaire
15,9% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

L'objectif général poursuivi par la coopération entre la Commission et Djibouti est d'aider le pays à développer son rôle de centre régional et international de services. Le PIN, 8ème FED, se concentre sur deux axes: 1) le redressement de la compétitivité de Djibouti par l'amélioration de la chaîne des transports avec les pays voisins, notamment l'Ethiopie, et 2) l'amélioration des conditions de vie et de santé de la population, notamment par un meilleur approvisionnement en eau potable (urbain et rural), ainsi que par un appui aux secteurs sociaux.

Un appui au Deuxième Programme d'Ajustement Structurel (PAS II – 1998/1999) était approuvé, pour un montant de € 8,9 millions, dont € 3 millions au titre de la Facilité d'Ajustement Structurel 7ème FED, € 2,6 millions au titre de la FAS 8ème FED et € 3,3 millions sur le PIN. Le PAS II prévoit: a) un programme de démobilisation des effectifs militaires excédentaires, issus du conflit armé de 1991. Les fonds alloués à ce programme ont été affectés au financement des primes de départ; b) l'apurement des arriérés entre l'Etat et les entreprises, condition préalable au redémarrage de l'activité économique; c) l'appui aux ministères sociaux (éducation et santé) pour le financement des dépenses budgétaires non-salariales de fonctionnement et d'investissement.

Ce programme constitue la suite au PAS 1996-1997 qui a été approuvé en 1996, pour un montant de € 4,1 millions. Cette aide comportait un appui à la démobilisation, qui a effectivement démarré sous le PAS II, une aide budgétaire et une assistance technique.

D'autres projets en cours concernent:

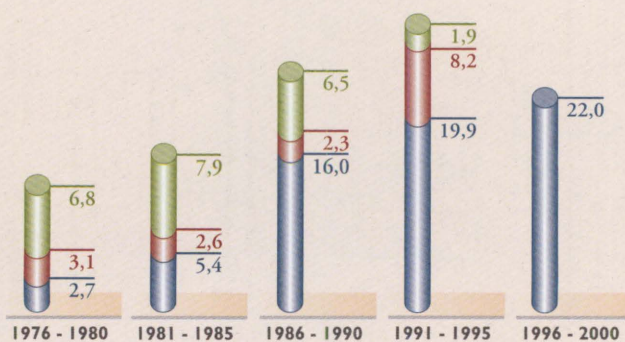
a) la reprise des travaux sous le Programme de développement rural, 6ème FED, qui avaient dû être interrompus à cause du conflit armé en 1991. Il s'agit notamment de la création et/ou restauration de points d'eau potable en zone rural.
b) le Programme de développement urbain de la ville de Djibouti, 6ème et 7ème FED. Ce programme concerne l'assainissement de vieux quartiers de la ville (travaux de drainage et de réhabilitation).

D'autres projets prévus au titre du 8ème FED concernent la réhabilitation et l'aménagement de trois tronçons de routes urbaines qui font partie de l'infrastructure des transports qui relie Djibouti avec l'Ethiopie. Ces projets seront tout à fait cohérents avec les objectifs de la coopération régionale.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors



Djibouti

D

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
€ 31 672 710
(1997)

Helicopters 80%

European Exports to...
€ 55 769 390
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
3.6% (1995-96)

Primary schooling rate
44.4% (1996)

Secondary schooling rate
15.9% (1996)

Urbanisation rate
na/nd(1996)

The general objective pursued by cooperation between the Commission and Djibouti is to help the country to develop its role of regional centre and international services. The NIP for the 8th EDF concentrates on two main principles: 1) the recovery of Djibouti competitiveness by the improvement of the transport network with neighbouring countries, in particular Ethiopia, and 2) the improvement of living conditions and of public health, in particular an improved supply of drinking water (urban and rural), as well as by support for social sectors.

Support for the second Structural Adjustment Programme (SAP II – 1998/1999) was approved, for an amount of 8.9 million, including 3 million under the Structural Adjustment 7th EDF Facility, 2.6 million under the FAS 8th EDF and 3.3 million on the NIP. The SAP II envisages: a) a demobilisation programme of surplus military manpower; resulting from the armed conflict of 1991. The funds allocated to this programme were assigned to the financing of the retirement grants; b) the auditing of arrears between the state and the companies, precondition to the restarting of economic activity; c) support for the social ministries (education and health) for the non-wage budgetary financing of operation and investment expenditure.

This programme constitutes the continuation of the SAP 1996-1997 which was approved in 1996, for an amount of € 4.1 million. This aid comprised of support for demobilisation, which actually started under the SAP II, budgetary aid and technical assistance.

Other current projects concern:

- the resumption of work under the Rural Development Programme, 6th EDF, which had to be stopped owing to the armed conflict in 1991. This involves in particular the creation and/or restoration of drinking water supply points in rural areas.
- the Urban Development Programme of the town of Djibouti, 6th and 7th EDF.

This programme concerns the cleaning-up of old districts of the city (drainage and rehabilitation work).

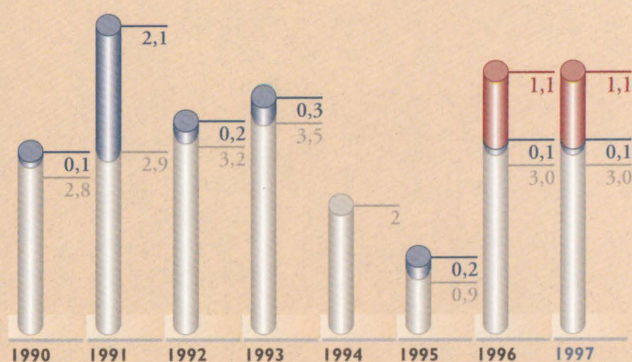
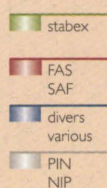
Other projects scheduled under the 8th EDF concern rehabilitation and the development of three urban road sections which form part of the transport infrastructure which connects Djibouti with Ethiopia. These projects will be completely coherent with the objectives of regional cooperation.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Dominica

CARAIBES

CARIBBEAN

KM²

750



71 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 2 434 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 33 492 170 (1997)

Bananes 71%

Exportations européennes
vers...

€ 26 854 890 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

L'objectif général de l'Union européenne en Dominique est d'améliorer le bien-être de la population et de réduire la pauvreté par une aide continue pour améliorer la compétitivité de l'industrie de la banane, pour assurer la diversification agricole ainsi que la formation de compétences par l'enseignement à la diversification économique en général (comprenant le développement du secteur privé) pour satisfaire les nouvelles possibilités d'emploi et renforcer les capacités communautaires et sociales à combattre la pauvreté.

Le secteur du développement rural et des infrastructures étaient les secteurs de concentration choisis pour le 7^{ème} FED. Il y a trois types d'intervention dans le cadre de l'aide de la CE en Dominique:

- l'intervention visant à augmenter la rentabilité de la production de banane, en grande partie financée dans le cadre du STABEX et de l'ASS (système spécial d'aide à la banane),
- les interventions visant à diversifier le secteur agricole en grande partie financées dans le cadre de l'ajustement structurel et des programmes du PIN,
- les interventions visant à assurer une diversification économique plus large et le développement des infrastructures en général. Un programme de microprojets (€ 0,55 million) est en cours de réalisation, un développement de site d'éco-tourisme (€ 0,5 million) a été achevé en 1998 et l'étude d'un projet d'élimination de déchets solides (€ 1,65 million) est en cours.

La Dominique a également bénéficié de transferts énormes venant du STABEX. Le transfert de 1994 s'est élevé à € 9.159.385 et l'OFM correspondant avait pour objectif notamment d'améliorer la productivité des exploitations agricoles, de favoriser leur diversification et la diversification économique, de renforcer les institutions et d'assurer un filet de protection sociale.

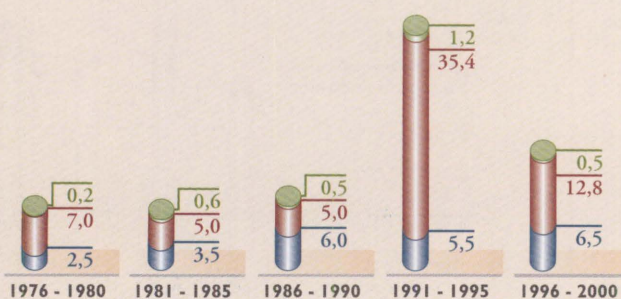
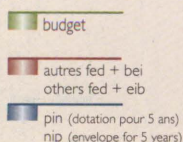
Le STABEX 1995 s'est élevé à € 12.779.624 et a servi au soutien budgétaire et au financement de projets. L'aide budgétaire était destinée à l'investissement de capitaux dans les infrastructures sociales, matérielles et économiques.

Les transferts 1996/97 qui s'élèvent à € 14.817.698 sont déjà programmés et l'OFM correspondant a été déjà signé. Cet OFM exclut explicitement toute aide à l'industrie de banane. La première mission de contrôle du STABEX 1995 a déjà eu lieu. En 1998, un paiement par anticipation de 40 % des fonds prévus a été autorisé par la Commission.

L'enveloppe financière du 8^{ème} FED est de € 6,5 millions. Le domaine de concentration est une diversification large de l'économie en aidant le secteur du tourisme (92 % du PIN). Dans ce cadre, l'UE soutiendra les politiques de la Dominique en ce qui concerne le développement durable de l'éco-tourisme particulièrement par l'augmentation des recettes touristiques réduisant ainsi la dépendance à l'égard de la banane. La route de jonction du nord (€ 2,1 millions) et le programme d'éco-tourisme (€ 3,8 millions) sont les principaux projets envisagés.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million





Dominica

D

Economic indicators

GNP per capita
€ 2 434 (1996)

European imports from...
€ 33 492 170
(1997)

Bananas 71%

European Exports to...
€ 26 854 890
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
0% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

The European Union general objective in Dominica aims at improving the welfare of the population and the reduction of poverty, through continued support to making the banana industry internationally competitive, agricultural diversification, general economic diversification (including the development of the private sector) education skills training to meet new employment possibilities and the strengthening of community and social capacities to combat poverty.

Rural development and infrastructure sector were the concentration sectors chosen for the 7th EDF. There are three kinds of intervention under EC assistance to Dominica:

- aimed at increasing the efficiency of banana production which is largely funded under STABEX and the SSA (special system of assistance for banana),
- aimed at diversifying the agricultural sector largely funded under the Structural Adjustment and the NIP programmes,
- aimed at broader economic diversification and general infrastructure development. A micro-projects programme (€ 0.55 million) is under implementation, an eco-tourism site development (€ 0.5 million) has been completed in 1998 and the design study of a solid waste disposal project (€ 1.65 million) is underway.

Dominica has benefited from high transfers from the STABEX fund, in 1994 transfer amounted to € 9,159,385 and the corresponding FMO aims, among other things, at improvement of farm productivity, farm diversification, economic diversification, institutional strengthening and provision of social safety net.

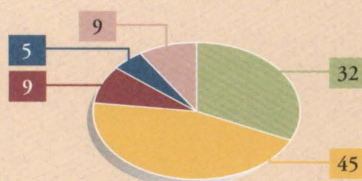
In 1995, STABEX amounted to € 12,779,624 and was used for budgetary support and project financing. Budget support targeted capital investment in social, physical and economic infrastructures.

The 1996/97 transfers amounting € 14,817,698 are already programmed and the corresponding FMO have already been signed. This FMO exclude explicitly any support to the banana industry. The first 1995 STABEX monitoring mission has already taken place. In 1998, a 40% advance payment of the funds targeted for budgetary support was authorised by the Commission.

The financial envelope for the 8th EDF is € 6.5 million. The focal sector is the broad diversification of the economy through support to the tourism sector (92% of the NIP) in which EU will support Dominica's policies towards the sustainable development of eco-tourism particularly through the increase of tourism revenues thus reducing the dependence on banana. The Northern Link road (€ 2.1 million) and the eco-tourism programme (€ 3.8 million) are the mains envisaged projects.

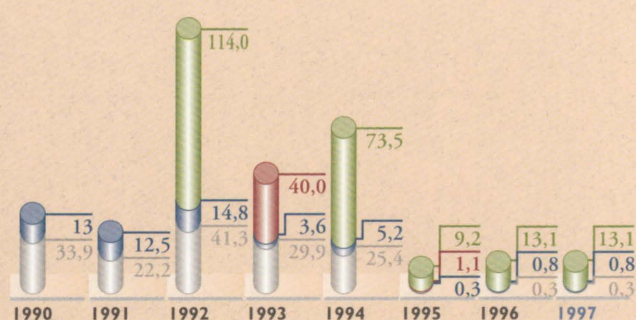
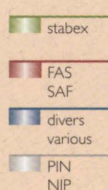
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument






Eritrea

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 125 000
 na/nd

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 40 538 060 (1997)

Déchets et débris de
métaux précieux 83%

Exportations européennes
vers...

€ 126 291 900 (1997)

Service de la dette /
exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

17% (1996)

L'Erythrée est impliquée dans un conflit frontalier avec l'Éthiopie depuis mai 1998. C'est pourquoi, aucun nouveau projet important n'a été approuvé.

A la suite du conflit, 100.000 personnes ont été déplacées, dans le pays et par expulsion. Par ailleurs, 150.000 autres sont indirectement touchés par la rupture du commerce et de l'agriculture et l'arrivée des déplacés. La Commission par l'intermédiaire d'ECHO a attribué un total de € 1.790.000 à l'aide humanitaire aux personnes touchées par le conflit. Ce total comporte des produits alimentaires et l'aide non alimentaire et a été acheminé par deux ONG, Norwegian Church Aid, et Lutheran World Federation. En outre, € 300.000 ont été approuvés pour que le CICR mène des activités de protection et de suivi en Éthiopie et en Érythrée.

La mise en œuvre du «programme à court terme d'aide à la reconstruction et la remise en état» pour un montant de € 20 millions a continué. 85 % de ce programme ont été engagé et 70 % ont été décaissés. Ce programme comprend la reconstruction de la route Asmara – Massawa, de l'infrastructure sociale (centres de santé et écoles), la construction de barrages d'irrigation et de points d'eau. Tous les projets devraient être finis en 1999.




Le PIN de € 36,7 millions est principalement centré sur la modernisation des infrastructures (60 %) et sur les études sectorielles (18 %). Une étude du secteur des transports (€ 0,32 million) a été finalisée en 1998 et une étude sectorielle sur les ressources nationales d'eau et le potentiel d'irrigation (€ 4,5 millions) est en cours ainsi que des études préparatoires pour la réhabilitation de la route de Nefasit – Tera Imni. Le projet de modernisation des lignes de transmission, des sous-stations et des systèmes de distribution dans la région Massawa (€ 15,1 millions) a été reporté à 1999 en raison du conflit, qui a éclaté entre l'Érythrée et l'Éthiopie.

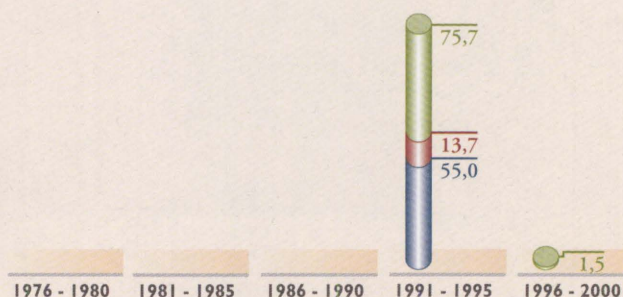
Les autres sources de financement ont continué à être limitées: depuis septembre 1996, quand le gouvernement de l'Érythrée a décidé de terminer la phase de réhabilitation et d'entrer dans l'étape de développement, aucun nouveau projet d'ONG ne pouvait être financé sur les lignes budgétaires «réhabilitation» ou «cofinancement ONG». En vertu de l'article 255 de la Convention de Lomé, 8 projets correspondant à € 6,2 millions sont en cours depuis 1993 et devraient se terminer en 1999.



€ 80 millions ont été affectés au 8ème FED. Le document de stratégie a défini comme domaines de coopération, les transports, les ressources en eau/irrigation et sécurité alimentaire. En février, le gouvernement de l'Érythrée a décidé de ne pas poursuivre les négociations sur le PIN pour le 8ème FED, étant donné qu'il ne demanderait aucune assistance financière dans le cadre de la Convention de Lomé IV bis. Toutefois, les discussions ont continué.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

-  budget
-  autres fed + bei
others fed + eib
-  pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



-  infrastructures de transport et énergie
transport infrastructures and energy
-  programme de réhabilitation et
assistance technique
rehabilitation programmes and
technical assistance



Eritrea **E**

Economic indicators	
GNP per capita	na/nd (1996)
European imports from...	€ 40 538 060 (1997)
Residuals of precious metals	83%
European Exports to...	€ 26 291 900 (1997)
Debt service / exports	na/nd (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.8 (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	17% (1996)

Eritrea has been involved in a border dispute with Ethiopia since May 1998. Therefore no major new project has been approved.

As a result of the conflict, 100,000 people have become displaced, both within the country and through expulsion, with a further 150,000 being indirectly affected through the disruption of trade and agriculture and the arrival of the displaced. The Commission through ECHO, has allocated a total of € 1,790,000 for humanitarian assistance to persons affected by the conflict. This total comprises food and non-food assistance and has been channelled through two NGOs, Norwegian Church Aid and Lutheran World Federation. Furthermore € 300,000 were approved for ICRC for protection and tracing activities in Ethiopia and in Eritrea.

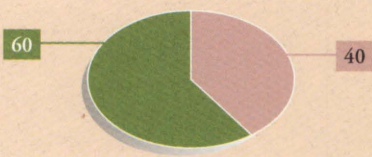
The implementation of the € 20 million 'Short Term Programme to Aid Reconstruction and Recovery' continued. 85% of this programme has been committed and 70% has been disbursed. This programme includes the rehabilitation of the Asmara – Massawa road, of social infrastructure (health stations and schools), building of irrigation dams and water points. All projects should be finished during 1999.

The € 36.7 million NIP concentrates mainly on the rehabilitation of infrastructure (60%) and on sectoral studies (18%). A transport sector study (€ 0.32 million) was finalised in 1998 and a sector study on national water resources and irrigation potential (€ 4.5 million) is ongoing as well as preparatory studies for the rehabilitation of the Nefasit – Tera Imni road. The project for the rehabilitation of transmission lines, substations and distribution systems in Massawa area (€ 15.1 million) has been postponed to 1999 due to the conflict between Eritrea and Ethiopia.

Other sources of finance continued to be limited: since September 1996 when the Government of Eritrea decided to end the rehabilitation phase and to move into the development stage, no new NGO projects could be financed under the Budget Lines 'Rehabilitation' or 'NGO cofinancing'. Under article 255 of the LOME Convention, 8 projects for € 6.2 million are ongoing since 1993 and should terminate in 1999.

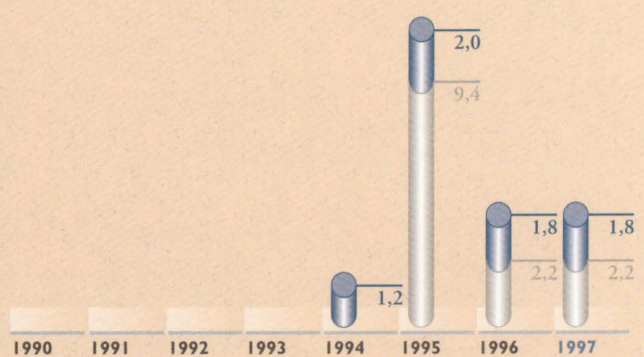
€ 80 million have been earmarked for the 8th EDF. The Strategy Paper established as areas of co-operation transport, water resources/irrigation and food security. In February the Government of Eritrea decided not to proceed any further with the negotiations on the NIP for the 8th EDF given that it would not request any financial assistance in the framework of the Lome IV bis Convention. However discussions continued.

FED EDF répartition sectorielle du PIN en % de la dotation totale sectoral breakdown of NIP % of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8 paiement par instrument payments by instrument

- stabex
- FAS SAF
- divers various
- PIN NIP





Ethiopia

AFRIQUE DE L'EST ET
CORNE DE L'AFRIQUE

EASTERN AFRICA AND
HORN OF AFRICA

KM² 1 221 900

60 584 500

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 87 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 262 147 460 (1997)

Café 62%

Exportations européennes
vers...

€ 457 597 320 (1997)

Service de la dette /
exportations

13,6% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

3% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

25,6% (1996)

secondaire

10,2% (1996)

Taux d'urbanisation

16% (1996)

L'objectif général de notre coopération avec l'Éthiopie est de soutenir le pays dans ses efforts pour réaliser un développement socio-économique complet, indépendant et autonome, contribuant de façon durable à surmonter la pauvreté. Les domaines prioritaires de la coopération sont la sécurité alimentaire, le développement humain, l'infrastructure routière, la démocratisation et le renforcement des institutions.

Plusieurs projets, dont certains ont été commencés à la fin des années 1980, se sont terminés en 1998 comme les différents programmes Shewa de développement rural et certains programmes d'importation sectoriels.

D'autres projets sont en cours, le plus important étant le projet routier Addis - Awassa. A cet égard, l'aide de la CE à l'autorité éthiopienne chargée du réseau routier a contribué au programme de développement de secteur routier. De même, différents projets de développement des ressources humaines et orientés sur l'enseignement supérieur ont été poursuivis.

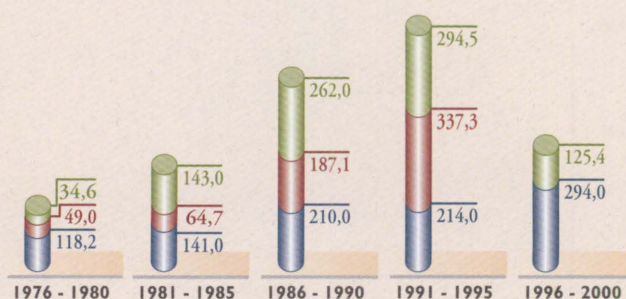
1998 a été une année importante au niveau des engagements dans la mesure où quatre grands projets ainsi que quelques petits projets représentant un montant total de plus de € 300 millions ont été approuvés. Deux grands projets routiers, s'inscrivant dans le cadre du programme de développement de secteur routier, ont été approuvés, ce qui a permis leur mise en œuvre. Ils concernent la route Addis Ababa - Jima (€ 85 millions) et la route Addis Ababa - Dessie - Woldiye (€ 120 millions). En outre, le projet d'approvisionnement en eau d'Addis Ababa (€ 19,5 millions) et un programme d'aide à l'ajustement structurel (SAS II) (€ 75,4 millions) ont été approuvés. Ce dernier projet prévoit de poursuivre l'aide aux réformes macroéconomiques, aide qui a commencé au début des années 1990 avec un certain nombre de programmes d'importation sectoriels et qui se poursuit avec la facilité d'aide à l'ajustement structurel du 7ème FED.

Les projets en cours sont dans le domaine de l'enseignement, du développement du secteur privé, des routes et du patrimoine culturel. Le projet d'enseignement fait partie d'un important programme sectoriel à financer par l'aide budgétaire avec les contributions du gouvernement et de plusieurs donateurs. Le patrimoine culturel concerne la conservation des églises de Lalibela taillées dans la roche et mondialement célèbres.

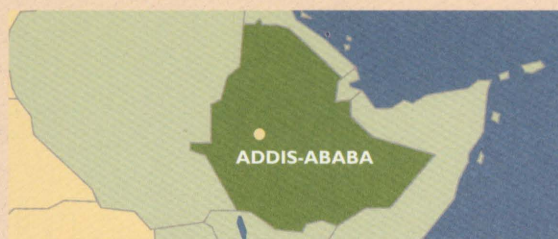
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
secteurs sociaux
social sectors
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Ethiopia E

Economic indicators

GNP per capita
€ 87 (1996)

European imports from...
€ 262 147 460
(1997)

Coffee 62%

European Exports to...
€ 457 597 320
(1997)

Debt service / exports
13.6% (1995)

Social indicators

Population growth rate
3% (1995-96)

Primary schooling rate
25.6% (1996)

Secondary schooling rate
10.2% (1996)

Urbanisation rate
16% (1996)

The overall objective of our co-operation with Ethiopia is to support the country in its efforts to achieve comprehensive, self-reliant and self-sustained socio-economic development, in a sustainable way to overcome poverty. Priority areas of co-operation are Food Security, Human Development, Road Infrastructure, Democratisation and Institution Building.

Several projects, some of which were started in the late 80's, came to an end in 1998. A case in point is the various Shewa Rural development programmes and some sectoral import programmes.

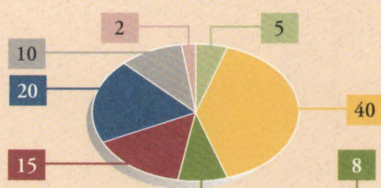
Other projects have been ongoing. The most important being the Addis - Awassa road project. In this respect, the EC support to the Ethiopian Roads Authority has been instrumental to the Road Sector Development Programme. Likewise the implementation of various projects, concerned with human resources development and focussed on higher education, continued.

1998 was an important year for commitments; four major and some smaller projects for a total amount of over € 300 million were approved. Two major road projects, falling within the framework of the Road Sector Development Programme, were approved, thus enabling their implementation. They concern the Addis Ababa - Jima road (€ 85 million) and the Addis Ababa - Dessie - Woldiye road (€ 120 million). Furthermore the Addis Ababa water supply project (€ 19.5 million) and a Structural Adjustment Support Programme (SAS II) (€ 75.4 million) were approved. The latter project allows for a continuation of support to macro-economic reforms, support that started in the early 90's with a number of Sector Import Programmes and continued with the 7th EDF Structural Adjustment Support facility.

Pipeline projects are in the field of education, private sector development, roads and cultural heritage. The education project is part of an important sector programme to be financed through budgetary assistance with contributions from government and a multitude of donors. The cultural heritage deals with the preservation of the world famous Lalibela rock hewn churches.

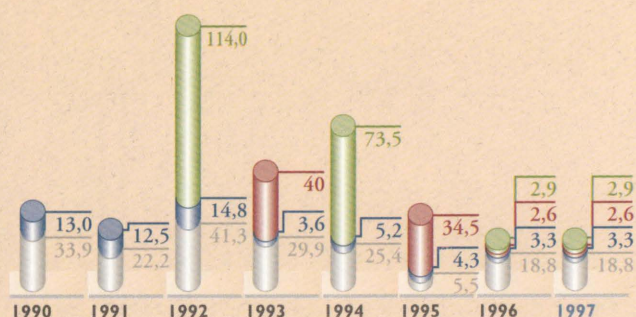
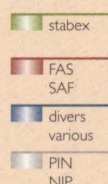
FED EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Fiji

PACIFIQUE

PACIFIC

18 270

762 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 1 945 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 108 364 420
(1997)

Sucres de canne 84%

Exportations européennes
vers...
€ 32 028 940 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
1,6% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
66,8% (1996)

Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

La coopération dans le cadre des 6ème et 7ème FED prévoit un programme indicatif national de € 20 millions et de € 22 millions respectivement. Le 2 Mai 1997, le PIN pour le 8ème FED a été signé, impliquant un montant total de million € 25,5millions.

Les secteurs de concentration dans le cadre du 6ème FED sont le développement et le commerce ruraux et agricoles. Si le 7ème FED est également centré sur le développement rural, une réorientation importante en faveur de la coopération a eu lieu pour le 8ème FED, pour lequel le développement des ressources humaines et de l'enseignement sont les domaines de concentration convenus.

Jusqu'à présent, la mise en œuvre des PIN a été lente. Vers la fin de 1998, 91 % du 6ème FED étaient engagés, et 86 % payés ; les chiffres correspondants au 7ème FED sont 65 % et 56 %.

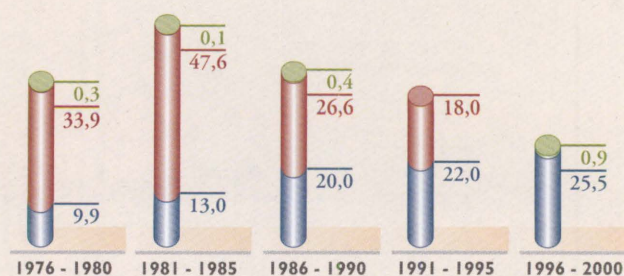
En 1998, la remise en état des trois plus grands ponts principalement dans les zones rurales, cofinancée également sur le 6ème FED, et le projet principal dans le cadre du 6ème FED, l'établissement d'une zone franche à l'appui du secteur privé, a été finalisée. La modernisation des écoles rurales (€ 0,5 million), principalement dans la zone occidentale de l'île principale de Vanua Levu, endommagées par cyclone Gavin en 1997, touche à sa fin.

Les évaluations actuelles du projet font référence aux infrastructures de transport et aux domaines de concentration du 8ème FED. Ces projets absorberont également les soldes des FED précédents.

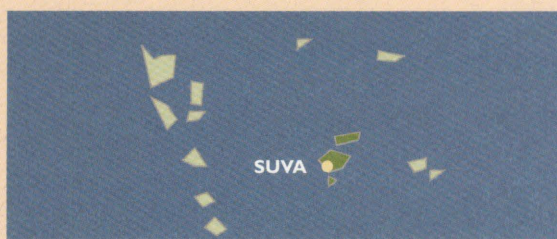
FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Fiji **F**

Economic indicators

GNP per capita
€ 1 945 (1996)

European imports from...
€ 108 364 420
(1997)

Cane-sugar 84%

European Exports to...
€ 32 028 940
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
1.6% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
66.8% (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

Cooperation under the 6th and 7th EDF provides for a national indicative programme of € 20 million and € 22 million respectively. On 2nd May 1997, the NIP for the 8th EDF was signed, for a total amount of € 25.5 million.

Sectors of concentration under the 6th EDF are rural and agricultural development and trade. While the 7th EDF also concentrates on rural development, a major reorientation for cooperation has taken place for the 8th EDF, for which human resource development and education are the agreed focal sectors.

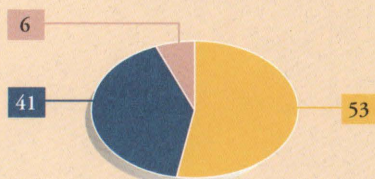
Up to now, implementation of the NIPs has been slow. Towards the end of 1998, 91% of the 6th EDF has been committed, and 86% paid; the corresponding figures for the 7th EDF are 65% and 56%.

In 1998, the rehabilitation of three larger bridges mostly in rural areas, cofinanced from the 6th EDF, and the main project under the 6th EDF, the construction of a Tax Free Zone in support of the private sector, were finalised. The rehabilitation of rural schools (€ 0.5 million), mostly in the western areas of the main island of Vanua Levu, which were damaged by cyclone Gavin in 1997, is almost completed.

Current project assessments refer to transport infrastructure and the focal sectors of the 8th EDF. These projects will also be absorbing the balances of the previous EDFs.

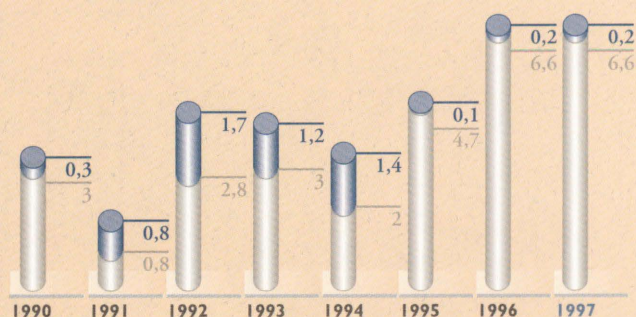
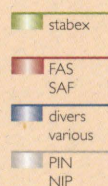
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectoral breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Gabon

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

267 670

1 367 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 3 134 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 946 983 790 (1997)

Hélicoptères 60%

Exportations européennes
vers...

€ 1 134 463 380 (1997)

Service de la dette /
exportations

15,8% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,5% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

na/nd (1996)

secondaire

na/nd (1996)

Taux d'urbanisation

51% (1996)

Indépendant depuis 1960, le Gabon a adopté un régime pluraliste en 1990. Le pays est richement doté en ressources naturelles, avec 80% de sa superficie couverte de forêts tropicales denses. Plus importantes encore sont les ressources minières: le manganèse, l'uranium, et surtout le pétrole, dont la mise en valeur domine toute l'activité économique du secteur industriel moderne. Face à ces potentialités, le Gabon souffre d'un handicap majeur: le sous-peuplement. Avec un peu plus de 1 million d'habitants, la densité moyenne est de l'ordre de 4 hab./km² et 73% de la population vit en milieu urbain. Une gestion imprudente de l'économie, aggravée par la détérioration des termes de l'échange, a provoqué de graves déséquilibres structurels qu'un programme de réformes économiques doit contribuer à redresser.

Le Programme Indicatif National 7ème FED (€ 29,9 millions) a connu une concentration des ressources du FED sur la santé et l'hydraulique villageoise. Après la dévaluation du franc CFA intervenue en 1994, € 6,7 millions ont été alloués à ce pays au titre de la Facilité d'ajustement structurel.

Le Gabon a aussi bénéficié des ressources réservées à la coopération régionale, notamment dans le domaine de la coopération culturelle et de la protection des écosystèmes forestiers. En raison des difficultés que traversent les secteurs de production de l'uranium et du manganèse, le Gabon a bénéficié sur le 7ème FED d'un financement du SYSMIN (€ 14 millions). L'Union Européenne a également participé au financement de l'organisation des élections législatives et du recensement général de la population de 1993.

En outre la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a accordé un prêt sur ses ressources propres de € 10,5 millions pour la modernisation d'équipements aéroportuaires et aéronautiques dans les 7 principaux aéroports du pays ainsi qu'un concours sur capitaux à risques de € 0,6 millions pour une étude dans le secteur de l'agriculture.

Le programme Indicatif National 8ème FED (€ 33,5 millions) définit l'aménagement du territoire comme zone de concentration. Sur l'enveloppe globale, 80% seront consacrés à la réalisation d'une route bitumée qui lie Libreville à la frontière camerounaise et à la remise en état des pistes rurales menant à cette route. On prévoit également des interventions concernant l'enseignement primaire et la gestion durable de la forêt.

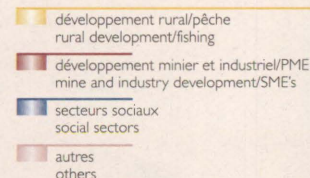
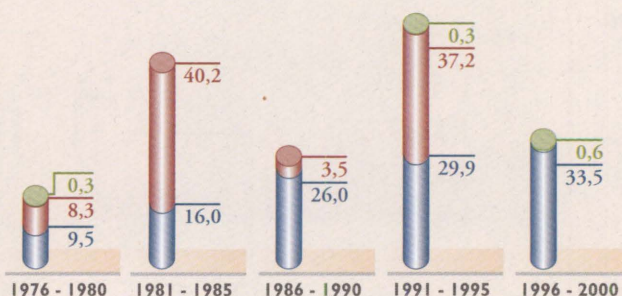
FED + budget

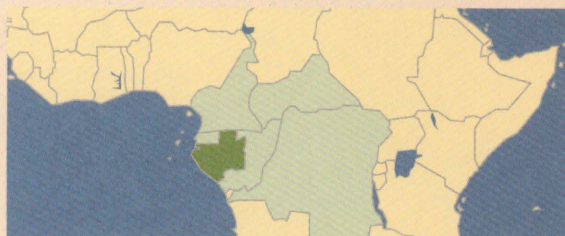
dotations en millions €
allocations in € million

budget

autres fed + bei
others fed + eib

pin (dotation pour 5 ans)
nip (enveloppe for 5 years)





Gabon

G

Economic indicators

GNP per capita
€ 3 134 (1996)

European imports from...
€ 946 983 790
(1997)

Helicopters 60%

European Exports to...
€ 1 134 463 380
(1997)

Debt service / exports
15.8% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.5% (1995-96)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
51% (1996)

Independent since 1960, Gabon adopted a multi-party system in 1990. It is richly endowed with natural resources, with 80% of its surface area covered by dense tropical forest. Even more important are its mineral resources: manganese, uranium and especially oil, whose exploitation dominates all of today's economic activity in the modern industrial sector. Despite such potential, Gabon has a major handicap: underpopulation. With just over a million inhabitants, its average population density is four per square kilometre. 73% of the people live in urban areas. Imprudent management of the economy, aggravated by the deterioration in the terms of trade, provoked serious structural imbalances which an economic reform programme must help address.

The 7th EDF National Indicative Programme under the first Lomé IV financial protocol (€ 29.9 million) concentrated resources on health and improving village water systems. On devaluation of the CFA franc in 1994, € 6.7 million was allocated to the country from the Structural Adjustment Facility. Gabon has also benefited from regional cooperation initiatives, particularly in the areas of cultural cooperation and the protection of forest eco-systems. Due to the difficulties affecting uranium and manganese production, the country was allocated € 14 million from the 7th EDF Sysmin budget.

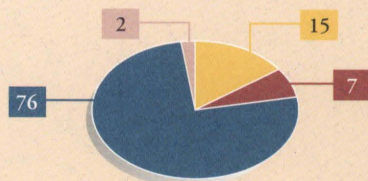
The EU also participated in funding the country's legislative elections and a population census in 1993.

Additionally the European Investment Bank agreed a loan of € 10.5 million from its own Resources for modernisation of equipment at seven of the country's airports, as well as € 600,000 of risk capital for an agricultural study.

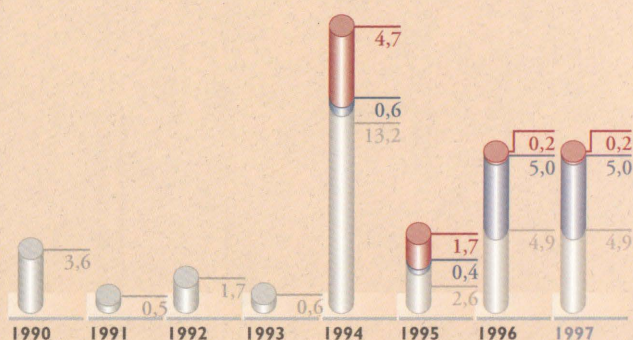
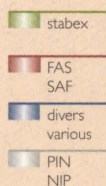
The 8th EDF National Indicative Programme (€ 33.5 million) sees infrastructure and Administrative development as the focal areas. 80% of the total will go to build a bitumen road linking Libreville with the Cameroon border and the upgrade of rural roads to access this main artery. Further projects are foreseen for primary education and sustainable forest management.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument



The Gambia

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE CÔTIÈRE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 11 295

980 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
na/nd (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 127 905 020
(1997)

Diamants 90%

Exportations européennes
vers...
€ 99 129 750 (1997)

Service de la dette /
exportations
14% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
67,9% (1996)
secondaire
16,7% (1996)

Taux d'urbanisation
30% (1996)

La Gambie est un petit pays de la côte ouest de l'Afrique entouré de trois côtés par le Sénégal. Devenue indépendante en 1965, le régime de démocratie parlementaire en place a été renversé le 22 juillet 1994 à la suite d'un coup d'Etat militaire; la Constitution a été suspendue et tout parti politique interdit. Les partenaires pour le développement, notamment la Commission Européenne et les Etats membres de l'Union européenne, ont bloqué les aides octroyées en matière de balance des paiements et les projets non destinés aux populations nécessiteuses.

En 1997, la Gambie a parachevé son programme de transition pour restaurer un régime civil démocratique avec les élections législatives et l'adoption d'une nouvelle Constitution par référendum organisé en août 1996. Les relations et la coopération avec le pays ont repris en juillet 1997 avec l'annonce du Programme Indicatif National du 8ème FED (€ 28,5 millions). Ce programme a été signé à Banjul en juillet 1998 et prévoit des appuis dans le développement rural, la décentralisation, l'éducation de base et le secteur routier.

La Gambie possède une économie ouverte et des ressources nationales limitées (notamment arachide). Après la dégradation de la situation économique au début des années 1980, les autorités gambiennes ont successivement lancé le Programme de Redressement Economique en 1985 et le Programme pour le Développement Durable en 1990, tous deux mettant en œuvre une vaste gamme de réformes financières et structurelles. L'objectif de privatisation dans les secteurs de l'arachide et des services a été activement poursuivi. Après la normalisation des relations avec les partenaires extérieures en 1997, un nouveau programme-cadre de politique économique pour la période 1998-2000 a été adopté, en collaboration avec les institutions de Bretton Woods; ce programme est soutenu par un ESAF du FMI.

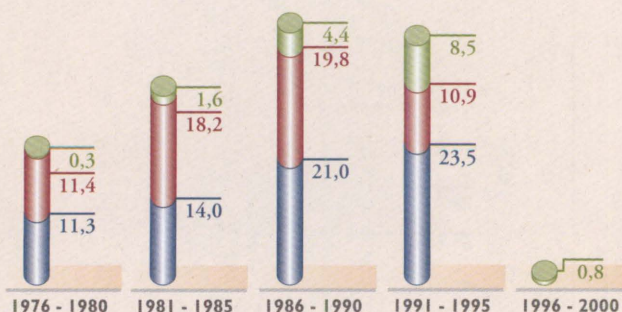
Depuis la Convention de Lomé I, le développement rural constitue le secteur prioritaire de la coopération au développement avec l'UE. Sous le Programme Indicatif National du 7ème FED (€ 23,5 millions), 74% des fonds ont été alloués au développement rural dans les domaines de l'approvisionnement en eau et des routes de campagne, particulièrement en faveur des zones les plus éloignées et mal desservies du pays (régions d'Upper River et de North Bank). Ces dernières années, une plus grande importance a été accordée à l'appui à la planification locale participative des actions de développement rural, dans le cadre de la politique de décentralisation.

Sous le 7ème FED, € 8,2 millions ont été alloués au titre de l'appui à l'ajustement structurel sous la forme d'un programme d'importation de carburant (€ 4 millions) et d'un programme général d'importations (€ 4,2 millions). La contrepartie a été principalement investie dans les secteurs sociaux (santé et éducation). La Gambie a bénéficié de transferts Stabex d'un montant de 0,8 millions au titre de l'exercice 1996 et de € 2,6 millions au titre de 1997. En outre, € 4,3 millions ont déjà été engagés comme capitaux à risque gérés par la Banque Européenne d'Investissement en matière d'approvisionnement en eau.

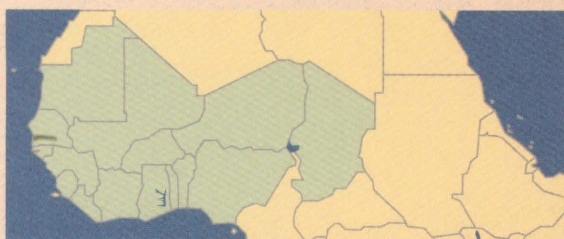
FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SME's
- secteurs sociaux
social sectors
- ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
- autres
others



The Gambia

G

Economic indicators

GNP per capita
na/nd (1996)

European imports from...
€ 127 905 020
(1997)

Diamonds 90%

European Exports to...
€ 99 129 750
(1997)

Debt service / exports
14% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.7% (1995-96)

Primary schooling rate
67.9% (1996)

Secondary schooling rate
16.7% (1996)

Urbanisation rate
30% (1996)

Gambia is a small country on the western coast of Africa surrounded on three sides by Senegal.

Gaining independence in 1965, the Democratic Parliamentary system in place was reversed on 22 July 1994 following a military coup; the Constitution was suspended and political parties were prohibited. The partners for development, in particular the European Commission and the Member States of the European Union, blocked the aid granted for balance of payments and the projects not intended for people in need.

In 1997, Gambia completed its transition programme to restore a civil democracy with a parliamentary election and the adoption of a new Constitution by referendum organised in August 1996. Relations and cooperation with the country began again in July 1997 with the announcement of the National Indicative Programme of the 8th EDF (€ 28.5 million). This programme was signed in Banjul in July 1998 and provides support in rural development, decentralisation, basic education and the road sector.

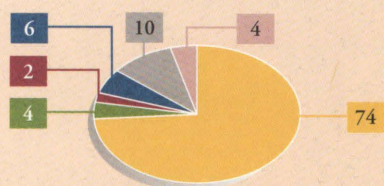
Gambia has an open economy and limited national resources (in particular groundnut). After the deterioration of the economic situation at the beginning of the eighties, the Gambian authorities successively launched the Economic Recovery Programme in 1985, and the Programme for Sustainable Development in 1990, both implementing a wide range of financial and structural reforms. The aim of privatisation in the groundnut sector and services was actively pursued. After the normalisation of relations with external partners in 1997, a new economic policy framework programme for the period 1998-2000 was adopted in collaboration with Bretton Woods's institutions; this programme is supported by an ESAF of the IMF.

Since the Lomé Convention, rural development makes up the priority sector of development cooperation with the EU. Under the National Indicative Programme of the 7th EDF (€ 23.5 million), 74% of the funds were allocated to rural development in the fields of water supply and countryside roads, particularly for the most remote and badly served areas of the country (the Upper River and North Bank regions). In recent years, a greater importance was attached to support for the participative local planning of rural development actions, within the framework of the decentralisation policy.

Under the 7th EDF, € 8.2 million was allocated as support for the structural adjustment in the form of a programme for fuel import (€ 4 million) and of a general import programme (€ 4.2 million). The offset was mainly invested in the social sector (health and education). Gambia benefited from Stabex transfers of an amount of 0.8 million during the financial year 1996 and € 2.6 million during 1997. Moreover, € 4.3 million has already been pledged as venture capital managed by the European Investment Bank for water supply.

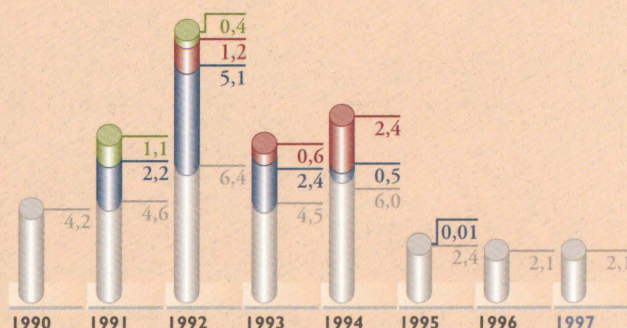
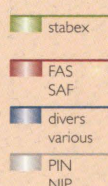
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Ghana

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 238 540

17 453 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 284 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 930 720 610 (1997)

Cacao 31%
Aluminium 21%

Exportations européennes
vers...

€ 1 099 164 790 (1997)

Service de la dette /
exportations

23,1% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population

2,7% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire

76,6% (1996)

secondaire

37,9% (1996)

Taux d'urbanisation

36% (1996)

Devenu indépendant en 1957, et malgré un potentiel économique élevé et une période de relative stabilité au début des années 1960, le Ghana a connu des difficultés durant les années 1970, débouchant sur une crise économique au début des années 1980. Depuis 1983, le pays a traversé avec succès une période intensive d'ajustement structurel, massivement soutenue par des donateurs internationaux. Malgré une stabilité macroéconomique quelque peu cahoteuse depuis 1992, le ERP a ramené le pays sur le chemin de la croissance. Les élections présidentielle et législatives de décembre 1996 ont confirmé et renforcé le processus démocratique initié en 1992, date du retour à la démocratie constitutionnelle.

Le Ghana reste un pays pauvre et son économie demeure fragile. L'aide européenne s'était focalisée sous les Conventions antérieures, sur le développement rural, les ressources naturelles et les infrastructures de transport. Le second Protocole financier de Lomé IV, dont le PIN s'élève à € 130 millions poursuit dans cette même voie. Les interventions sont du reste planifiées dans les secteurs sociaux (essentiellement la santé), dans le support au développement du secteur privé et à la réforme du secteur public (gestion budgétaire).

Pour la coopération en 1998, il faut noter en priorité: l'approbation de quatre Propositions de financement dans le secteur de l'approvisionnement en eau (€ 15 millions), de la santé (€ 11 millions), du soutien à l'Office ghanéen d'audit (€ 48 millions) et de l'ajustement structurel (€ 21,4 millions); la poursuite des projets en cours comme l'Infrastructure de transport II, Microprojets, Développement des régions protégées, le secteur du bois, le développement des PME, les ressources humaines, la coopération décentralisée et la lutte contre le VIH/SIDA.

Des études préparatoires sur de futurs programmes ont été préparées pour les secteurs du développement de l'agriculture, les forêts, le Ghana Regional Appropriate Technology Industrial Service (GRATIS), les transports et l'électrification rurale.

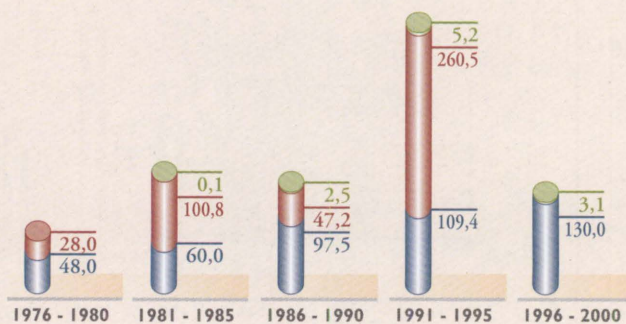
Le soutien à diverses organisations dans les secteurs des soins de santé primaire, l'éducation, les micro crédits pour les femmes, la protection de l'environnement, la certification forestière, les droits des enfants, les événements culturels, etc. a été rendu possible grâce à des circuits non gouvernementaux.

Le Ghana bénéficie aussi des fonds STABEX utilisés dans un programme de lutte contre un virus du cacao et pour l'amélioration de routes de raccordement.

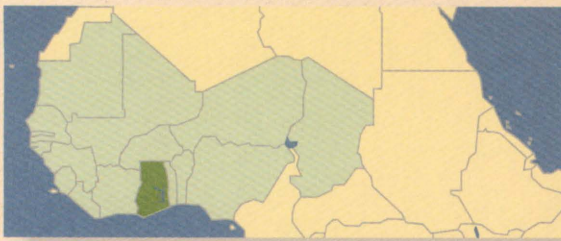
FED + budget EDF

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



environnement
environment
développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
développement minier et industriel/PME
mine and industry development/SMEs
ajustement structurel et appui à la
balance des paiements
structural adjustment and balance
of payments support
autres
others



Ghana

G

Economic indicators	
GNP per capita	€ 284 (1996)
European imports from...	€ 930 720 610 (1997)
Cocoa	31%
Aluminium	21%
European Exports to...	€ 1 099 164 790 (1997)
Debt service / exports	23.1% (1995)
Social indicators	
Population growth rate	2.7% (1995-96)
Primary schooling rate	76.6% (1996)
Secondary schooling rate	37.9% (1996)
Urbanisation rate	36% (1996)

Ghana achieved independence in 1957. Despite its high economic potential the country experienced difficulties during the 1970s, culminating in a severe economic crisis in the early 1980s. Since 1983, the country has implemented an ambitious Economic Recovery Programme (ERP), heavily supported by international donors. Despite some problems with macroeconomic stability since 1992, the ERP has brought the country back to a steady growth path. The presidential and parliamentary elections in December 1996 confirmed and strengthened the development of democracy in the country. Next elections are foreseen in the year 2000.

Ghana is still a poor country, and its economy remains vulnerable and structurally rigid. In the past, support under the European Development Fund has focussed on rural development/natural resources and transport infrastructure. The National Indicative Programme for the second half of the Lomé IV Convention, which will provide total funds of ECU 130 million, maintains these basic orientations and it is based in the following priorities: consolidation of democracy, campaign against poverty, development of human resources with particular focus on gender and environmental issues and integration in the world economy. The bulk of EC interventions is concentrated in the south-western part of the country.

During 1998 the most important cooperation events have been: approval of four Financing Proposals in the sectors of water supply (€ 15 million), health (€ 11 million), support to the Ghana Audit Office (€ 4.8 million) and Structural Adjustment (€ 21.4 million) continuing implementation of on-going projects such as: Transport Infrastructure II, Microprojects, Protected Areas Development, Woodworking sector, Small and medium enterprises development, human resources, decentralised cooperation and STD & HIV/AIDS.

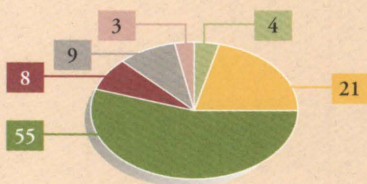
Preparatory studies for future possible programmes were also prepared in the sectors of Agriculture development, Forestry, Ghana Regional Appropriate Technology Industrial Service (GRATIS), transport infrastructure and rural electrification.

Support to various organisations in the sectors of primary health care, education, micro-credit for women, environmental protection, forestry certification, children rights, cultural events and others etc has also be provided trough non-governmental channels.

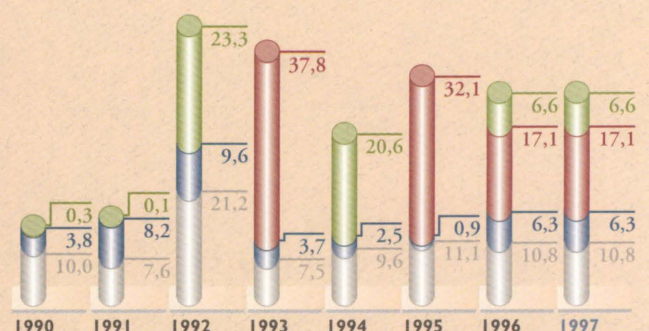
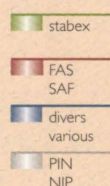
Ghana also benefits from Stabex funds that are been used in the cocoa swollen shoot virus disease programme and in the improvement of feeder roads

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument

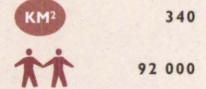




Grenada

CARAIBES

CARIBBEAN



Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 2 465 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 8 243 140 (1997)

Épices 57%

Exportations européennes
vers...
€ 15 161 500 (1997)

Service de la dette /
exportations
na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
0% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
na/nd (1996)

secondaire
na/nd (1996)

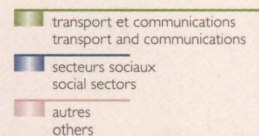
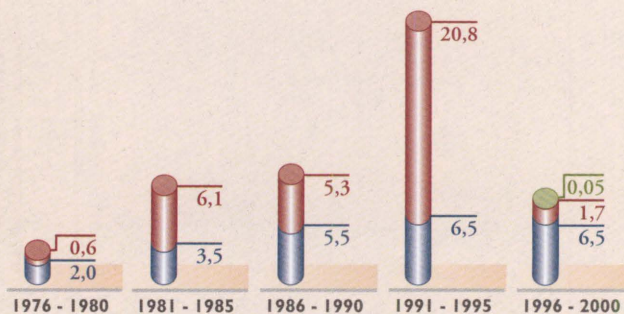
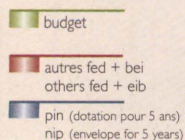
Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

La Grenade a eu une performance excellente dans l'absorption des 6ème et 7ème fonds du FED (des engagements primaires de 99%). L'aide passée a été en grande partie concentrée sur le développement de l'infrastructure de transport, de l'agriculture, du tourisme, de l'approvisionnement en eau et du développement de ressource humaine. L'ajustement structurel a été également soutenu avec € 2 millions, avec les fonds de contrepartie étant placés dans les secteurs sociaux tels que l'enseignement, pluie, la santé et l'emploi. En 1998, seul un projet est toujours en cours de réalisation en Grenade: «Programme de développement touristique» (€ 0,8 million). Les objectifs de ce projet sont la réadaptation de certaines des attractions historiques de la Grenade et touristiques plus importantes telles que deux forts dans Saint George, Annadale cascades, la région de Conch Shell dans l'église Woburn, Grenville et la création des filons artificiels. Mise en œuvre commencée en 1997.

L'enveloppe financière pour le 8ème FED est € 6,5 millions, de € 4,5 millions dans le cadre du 7ème FED. Le domaine de concentration est le secteur de l'eau (80% de l'enveloppe indicative) dans lequel l'UE soutiendra les efforts de la Grenade pour améliorer l'efficacité de l'approvisionnement en eau à la partie méridionale de l'île où la plupart de la population et des activités économiques non agricoles sont concentrées. Une étude est en cours afin de présenter une proposition de financement pendant l'année 1999. Le développement touristique sera la deuxième zone de la coopération avec une dotation indicative de 15% du PIN.

FED + budget

dotations en millions €
allocations in € million





Grenada **G**

Economic indicators

GNP per capita	€ 2 465 (1996)
European imports from...	€ 8 243 140 (1997)
Spices	57%
European Exports to...	€ 15 161 500 (1997)
Debt service / exports	6.65% (1995)

Social indicators

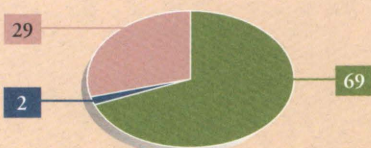
Population growth rate	0% (1995-96)
Primary schooling rate	na/nd (1996)
Secondary schooling rate	na/nd (1996)
Urbanisation rate	na/nd (1996)

Grenada has had an excellent performance in the absorption of 6th and 7th EDF funds (99% primary commitments). Past assistance has been largely focused on the development of transport infrastructure, agriculture, tourism, water supply and human resource development. Structural Adjustment has also been supported with € 2 million, with counterpart funds being invested in social sectors such as education, training, health and employment. In 1998, only one project is still under implementation in Grenada: the 'Tourism Development Programme' (€ 0.8 million). The project aims at the rehabilitation of some of Grenada's more important historical and tourism attractions such as two forts in St. George, Annadale Waterfalls, the Conch Shell area in Woburn, Grenville Church and the creation of artificial reefs. Implementation started in 1997.

The financial envelope for the 8th EDF is € 6.5 million, up from € 4.5 million under the 7th EDF. The focal sector is the water sector (80% of the indicative envelope) in which the EU will support Grenada's efforts to improve the efficiency of the water supply to the southern part of the island where most of the population and the non-agriculture economic activities are concentrated. A study is on-going in order to present a financing proposal during the year 1999. Tourism development will be the second most important area of co-operation with an indicative allocation of 15% of the NIP.

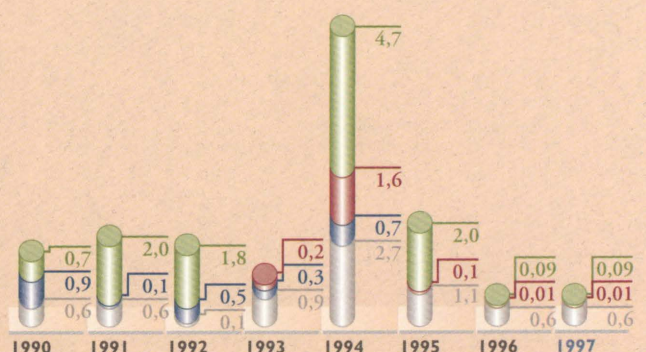
FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée-Bissau

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM²

36 120



1 073 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 197 (1996)

Importations européennes
en provenance de...
€ 11 662 110 (1997)

Poissons 79%

Exportations européennes
vers...
€ 52 747 880 (1997)

Service de la dette /
exportations
67% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
59,1% (1996)

secondaire
6% (1996)

Taux d'urbanisation
22% (1996)

La politique économique menée après l'indépendance, mettant l'accent sur des projets d'industrialisation surdimensionnés, s'est avérée être un échec. Depuis 1987, le gouvernement a progressivement adopté des mesures de libéralisation économique et politique. Les premières élections multipartites ont eu lieu en juillet/août 1994.

Le gouvernement a adopté une stratégie d'ajustement global à moyen terme pour la période 1994-1997. C'est dans ce contexte que des progrès significatifs ont été accomplis en 1994 pour ce qui est des principaux indicateurs macroéconomiques tels que le taux de change, l'inflation et le déficit extérieur. Toutefois, la situation macro-économique s'est de nouveau détériorée en 1995.

Dans le cadre des Conventions de Lomé IV, le Programme Indicatif National (€ 37 millions) qui mettait la priorité sur les ressources naturelles et sur certaines actions complémentaires telles que l'appui institutionnel et la valorisation des ressources humaines, a été réaménagé au profit du secteur des infrastructures. Par ailleurs, € 8 millions sont consacrés au Programme d'Ajustement Structurel dont les fonds de contrepartie serviront à renforcer les secteurs sociaux. La Guinée-Bissau a en outre, reçu € 0,9 million au titre du Stabex au cours de la période 1991-1994, ce qui porte le total des ressources transférées au titre de cet instrument à environ € 19 millions depuis Lomé I.

Le budget de l'Union Européenne a également contribué, pour un montant de € 550.000, à la réalisation des premières élections pluripartites, puis à la formation des députés de l'Assemblée nationale. Dans ce contexte, il a été créé une cellule d'appui à l'Assemblée nationale dont le financement s'élève à € 300.000. Il cofinance aussi des micro-projets réalisés par des ONG: depuis 1978, un total d'environ € 9 millions a permis la réalisation d'une centaine de projets pour le développement rural, la pêche, la formation et la santé.

Au titre de Lomé IV, la Banque Européenne d'Investissement (BEI) a déjà accordé des financements à hauteur de € 5,2 millions au titre des capitaux à risques en faveur d'investissements dans le secteur des télécommunications et des PME.

Le PIN du 8ème FED a été signé en décembre 1996. Les domaines de concentration sont les infrastructures, l'appui institutionnel et l'agriculture. Les autres axes d'intervention sont les secteurs sociaux et économiques. L'enveloppe financière est de € 47 millions. Au titre de l'Appui à l'Ajustement Structurel, un programme de € 8 millions est prévu pour 1998-1999.

Depuis mai 1997, la Guinée-Bissau est devenue le 8ème pays de l'UEMOA.

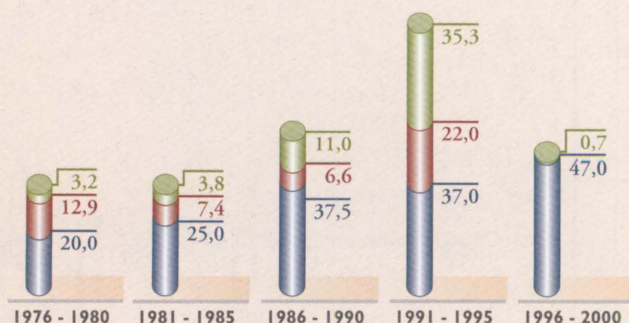
La subversion militaire de 1998 a débouché sur une période de guerre civile (8 mois) durant laquelle toute activité économique et sociale normale a cessé dans le pays. Suite à l'arrêt complet des activités de service public et du gouvernement durant la guerre civile, les actions traditionnelles de développement ont été interrompues. En conséquence, depuis le début du conflit (juin 1998), l'aide européenne à la Guinée-Bissau est essentiellement orientée vers des opérations humanitaires (environ € 3 millions d'aide humanitaire ont été fournis).

Avec la signature de l'Accord d'Abuja (novembre 1998), et la prise de fonction d'un nouveau gouvernement d'Unité Nationale, les espoirs de paix et de retour à la stabilité se consolident.

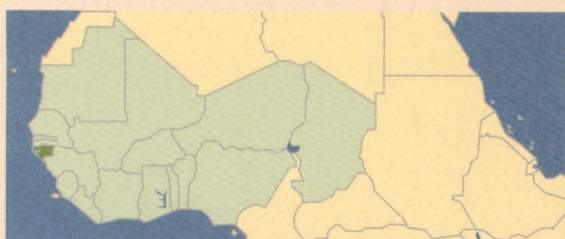
FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

budget
autres fed + bei
others fed + eib
pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



développement rural/pêche
rural development/fishing
transport et communications
transport and communications
secteurs sociaux
social sectors
autres
others



Guinée-Bissau

G

Economic indicators

GNP per capita	€ 197 (1996)
European imports from...	€ 11 662 110 (1997)
Fish	79%
European Exports to...	€ 52 747 880 (1997)
Debt service / exports	67% (1995)

Social indicators

Population growth rate	2% (1995-96)
Primary schooling rate	59.1% (1996)
Secondary schooling rate	6% (1996)
Urbanisation rate	22% (1996)

The economic policy that followed after independence, stressing large-sized industrialisation projects, proved to be a failure. Since 1987, the government has gradually adopted economic and political liberalisation measures. The first multi-party elections took place in July/August 1994.

The government adopted a medium-term global adjustment strategy for the period 1994-1997. It is in this context that significant progress was made in 1994 as regards the principal macro-economic indicators such as exchange rate, inflation and foreign deficit. However, the macro-economic situation again worsened in 1995.

Under the 4th Lomé Convention, the National Indicative Programme (€ 37 million) which put priority on natural resources and on certain additional measures such as institutional support and the development of human resources, was readjusted to the profit of the infrastructure sector. In addition, € 8 million was devoted to the Structural Adjustment Programme the offset funds of which will be useful for strengthening the social sector. Moreover Guinea-Bissau, received € 0.9 million under Stabex during the period 1991-1994, which carries the total of the resources transferred under this instrument at approximately € 19 million from Lomé I.

The budget of the European Union also contributed an amount of € 550 000 to the first multi-party elections, and to the training of the delegates of the national Parliament. In this context, a supporting unit to the national Parliament was created, the financing of which amounts to € 300 000. It also part-finances micro-projects carried out by NGOs: since 1978, a total of approximately € 9 million has allowed about a hundred projects for rural development, fishing, training and health to be carried out.

Under 4th Lomé, the European Investment Bank (EIB) has already granted financing of € 5.2 million under risk capital for investments in the sector of telecommunications and of the SMEs.

The NIP of the 8th EDF was signed in December 1996. The main areas are infrastructures, institutional support and agriculture. The other areas of intervention are the social and economic sector. The total appropriation is € 47 million. As support for the Structural Adjustment, a programme of € 8 million is planned for 98-99.

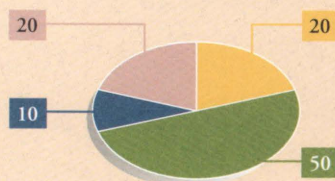
Since May 1997, Guinea-Bissau has become the 8th country of the UEMOA.

The military overthrow of 1998 led to a period of civil war (8 months) during which all economic and normal social activity ceased in the country. Following the complete stop of public service activities and of the government during the civil war, the traditional development actions were stopped. Accordingly, from the beginning of the conflict (June 1998), European aid for Guinea-Bissau was primarily directed towards humanitarian operations (approximately € 3 million humanitarian aid were provided).

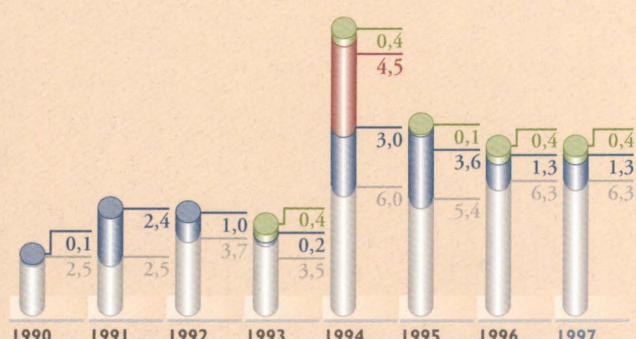
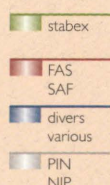
With the signing of the Abuja Agreement (November 1998), and the establishment of a new National Unity government, the hope for peace and a return to stability are strengthening.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF 4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinea Ecuatorial

AFRIQUE CENTRALE

CENTRAL AFRICA

28 050

400 000

Indicateurs économiques

 PNB par habitant
€ 402 (1996)

 Importations européennes
 en provenance de...

€ 108 943 200 (1997)

Pétrole brut 70%

 Exportations européennes
 vers...

€ 83 117 650 (1997)

 Service de la dette /
 exportations

na/nd (1995)

Indicateurs sociaux

 Taux de croissance
 de la population
2,5% (1995-96)

 Taux de scolarisation
 primaire
na/nd (1996)

 secondaire
na/nd (1996)

 Taux d'urbanisation
na/nd (1996)

L'absence de continuité territoriale représente un lourd handicap pour la Guinée Equatoriale, un petit pays constitué d'une partie continentale (Rio Muni) et d'une partie insulaire (Bioco et Annobon). La mise en exploitation depuis 1992 de gisements pétroliers a ouvert des perspectives prometteuses pour l'économie du pays.

Devenue indépendante en 1968, la Guinée Equatoriale a d'abord connu une période de dictature et d'isolement sur le plan international, puis a réussi, à partir de 1979, à s'ouvrir sur le monde extérieur, notamment par son adhésion à l'Union Douanière et Economique d'Afrique Centrale (UDEAC) en 1985, et par son intégration dans la Zone Franc CFA. L'introduction du multipartisme, en 1992, n'a pas encore été suivie de progrès significatifs dans la démocratisation du pays.

La coopération avec l'Union Européenne a commencé avec la première Convention de Lomé, mais la situation politique a repoussé, jusqu'en 1980, la mise en route des premières actions. Les Programmes Indicatifs Nationaux successifs se sont alors essentiellement concentrés sur la réhabilitation des infrastructures de base et sur l'appui à l'agriculture et au secteur forestier.

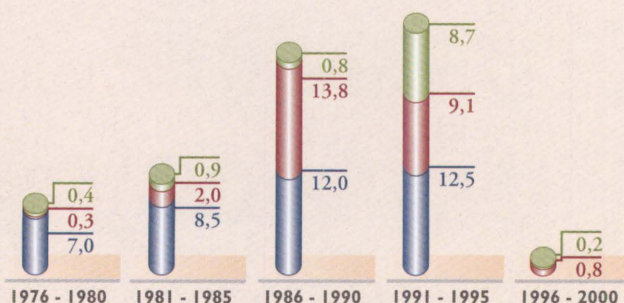
Le Programme Indicatif 7ème FED (€ 12,5 millions) est axé sur la réhabilitation des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la ville de Malabo.

La persistance de graves violations des droits de l'homme a rendu difficile le développement de la coopération avec la Guinée Equatoriale et depuis la mi-1992 aucune action de coopération significative n'a pu être mise en œuvre en dehors des actions prévues au titre des transferts STABEX. En outre, aucun projet n'a été financé avec les € 2 millions de capitaux à risque accordés par la Banque Européenne d'Investissement. Depuis 1996, la Guinée Equatoriale et l'UE mènent un dialogue sur la reprise de la Coopération qui se fera en fonction d'une amélioration de la situation en termes de respect des droits de l'homme, des principes démocratiques et de l'Etat de droit. En attendant, la programmation des ressources du 8ème FED n'a pas encore eu lieu.

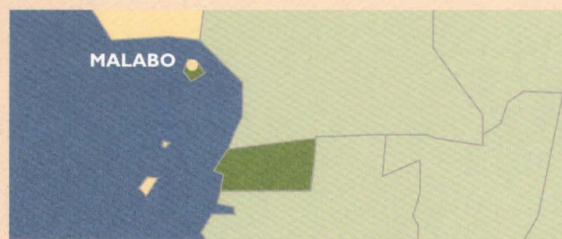
FED + budget

 dotations en millions €
 allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
rip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Guinea Ecuatorial G

Economic indicators

GNP per capita
€ 402 (1996)

European imports from...
€ 108 943 200
(1997)

Crude oil 70%

European Exports to...
€ 83 117 650
(1997)

Debt service / exports
na/nd (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.5% (1996)

Primary schooling rate
na/nd (1996)

Secondary schooling rate
na/nd (1996)

Urbanisation rate
na/nd (1996)

The lack of territorial continuity is a great handicap for Equatorial Guinea, a small country consisting of the mainland (Rio Muni) and islands (Bioco and Annobon). Since 1992 the exploitation of a small oil field has opened up the prospect of improving the country's overall economic situation.

Independent since 1968 Equatorial Guinea first experienced a period of dictatorship and international isolation. Since 1979 the country has succeeded in opening up to the outside world, especially through its membership in 1985 of the Central African Economic and Customs Union (UDEAC) and by its integration into the CFA Franc area. The introduction of a multi-party system in 1992 has not led to any significant progress in the democratisation process.

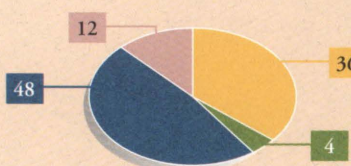
Cooperation with the European Union began under the first Lomé Convention, but the political situation delayed implementation of the first operations until 1980. Successive National Indicative Programmes (NIP) have mainly concentrated on the rehabilitation of basic infrastructures, as well as support for the agriculture and forest sectors. The Lomé IV National Indicative Programme (7th EDF for € 12.5 million) focuses on restoring the drinking water supply system in Malabo.

Continual serious human rights violations have hindered improved cooperation with Equatorial Guinea. Apart from Stabex transfers, no significant cooperation activities have been implemented since mid- 1992. Moreover, no project has yet been financed with the € 2 million of risk capital pledged by the European Investment Bank.

Since 1996, Equatorial Guinea and the EU have conducted a dialogue aimed at resuming cooperation. The essential basis of this is improved respect for human rights, democratic principles and the rule of law. In the meantime, the programming of 8th EDF resources has been delayed.

FED EDF

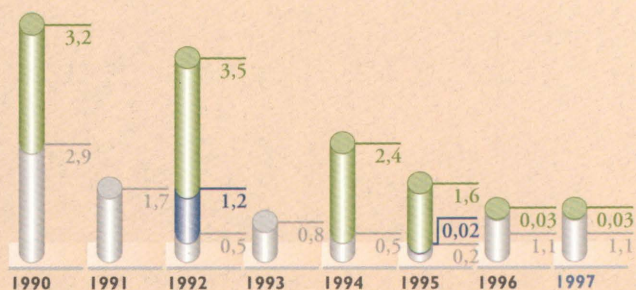
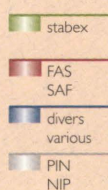
répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope



FED EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument





Guinée

AFRIQUE SAHELIENNE ET
OCCIDENTALE COTIERE

SAHELIAN AND COSTAL
WESTERN AFRICA

KM² 245 860

6 700 000

Indicateurs économiques

PNB par habitant
€ 441 (1996)

Importations européennes
en provenance de...

€ 377 242 830 (1997)

Minerais d'aluminium
58%

Exportations européennes
vers...

€ 314 861 690 (1997)

Service de la dette /
exportations

25,3% (1995)

Indicateurs sociaux

Taux de croissance
de la population
2,8% (1995-96)

Taux de scolarisation
primaire
37,1% (1996)

secondaire
9,5% (1996)

Taux d'urbanisation
30% (1996)

L'engagement pris par le nouveau Gouvernement pour établir un état de droit et un type de société libérale impliquait le double défi de passer de la dictature à la démocratie et d'une économie planifiée à l'économie du marché libre.

La construction d'une société pluraliste s'est avérée lente mais a suivi une évolution continue. L'adoption par référendum en 1990 de la Loi fondamentale, la promulgation des lois organiques qui en découlent, la légalisation des partis politiques et l'organisation des élections présidentielle et législatives ont constitué les étapes les plus marquantes. Après l'installation de l'Assemblée Nationale en juin 1995 et la création du Conseil Economique et Social en juin 1997, l'architecture institutionnelle de la nouvelle démocratie est achevée.

Le programme de réforme économique et financière (PREF) entrepris depuis fin 1985 avec l'appui substantiel des sources extérieures de financement était parmi les plus ambitieux de tous les programmes d'ajustement structurel engagés en Afrique. Malgré les résultats encourageants, la mise en œuvre du programme se heurte à des obstacles majeurs, et la Guinée reste un pays de contrastes: exceptionnellement riche en potentialités minières, agricoles et hydroélectriques, elle est toujours classée parmi les pays les moins avancés (PMA).

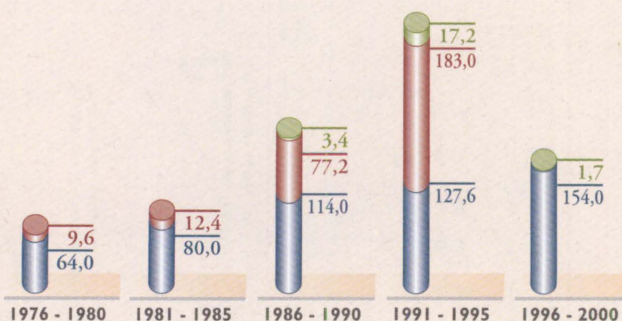
La Guinée n'a manifesté qu'intérêt d'établir des relations de coopération avec la Communauté que lors de la mise en œuvre de la première Convention de Lomé. Depuis, la coopération n'a cessé de se renforcer et de se diversifier et aujourd'hui l'ensemble de ses concours placent la Communauté parmi les premiers bailleurs de fonds avec une concentration des financements sur l'amélioration des infrastructures de communication, le développement rural, l'amélioration des conditions de vie des populations, à l'intérieur du pays notamment (santé, éducation et hydraulique rurale) ainsi que sur les activités de décentralisation. La majeure partie des ressources du Programme Indicatif de Lomé IV bis (€ 154 millions) est orientée vers ces domaines, répondant ainsi aux priorités fixées par le Gouvernement. En ce qui concerne les aides non programmables sous Lomé IV bis, la Guinée a bénéficié d'une première allocation de € 21,4 millions au titre de la facilité d'ajustement structurel.

Sous le premier protocole financier de la Convention de Lomé IV (1990/95), la Guinée avait bénéficié d'un Programme indicatif d'un montant de € 127,6 millions auquel se sont ajoutées des aides non programmables à hauteur de € 182,2 millions. C'est ainsi que la Guinée a bénéficié des allocations de € 26,4 millions à partir des ressources spéciales d'ajustement structurel et de plusieurs financements en faveur des populations réfugiées et sinistrées. Éligible aux financements avec les ressources SYSMIN (77% des recettes d'exportation et 28% des recettes courantes de l'État proviennent des seules activités du secteur minier), un financement de € 80 millions a été accordé à la Guinée pour la réalisation d'un programme de diversification économique. Des financements de la BEI – sous forme de capitaux à risques (€ 43,5 millions) et des prêts bonifiés sur ressources propres (€ 16,5 millions) visaient la modernisation du secteur de l'industrie et des infrastructures de base.

FED EDF + budget

dotations en millions €
allocations in € million

- budget
- autres fed + bei
others fed + eib
- pin (dotation pour 5 ans)
nip (envelope for 5 years)



- développement rural/pêche
rural development/fishing
- transport et communications
transport and communications
- secteurs sociaux
social sectors
- autres
others



Guinée

G

Economic indicators

GNP per capita
€ 441 (1996)

European imports from...
€ 377 242 830
(1997)

Aluminium ore 58%

European Exports to...
€ 314 861 690
(1997)

Debt service / exports
25.3% (1995)

Social indicators

Population growth rate
2.8% (1995-96)

Primary schooling rate
37.1% (1996)

Secondary schooling rate
9.5% (1996)

Urbanisation rate
30% (1996)

The new government's commitment to establish a rule of law and a type of liberal society involved the double challenge: shift from dictatorship to democracy and from a planned economy to a free market economy.

The construction of a pluralist society proved slow but followed a continuous development. The adoption of the Constitution by referendum in 1990, the promulgation of the organic laws which result from this, the legalisation of the political parties and the organisation of the presidential and legislative elections constituted the most significant stages. After the establishment of the national Parliament in June 1995 and the creation of the Economic and Social Committee in June 1997 the institutional architecture of the new democracy is complete.

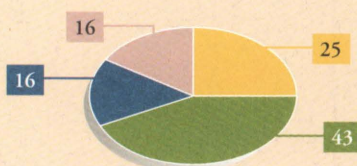
The Programme of Economic and Financial Reform (PEFR) undertaken since the end of 1985 with the substantial support of the external financing sources was amongst the most ambitious of all the programmes of structural adjustment carried out in Africa. Despite the encouraging results, the implementation of the programme is encountering major obstacles and Guinea remains a country of contrasts: exceptionally rich in mining, agricultural and hydroelectric potential, it is also classified amongst the least developed countries.

Guinea expressed its interest to establish cooperation relations with the Community only at the time of the implementation of the first Lomé Convention. Since, co-operation has not ceased to strengthen and diversify its funding and today it places the Community amongst the primary financial partners concentrating financing on the improvement of communication infrastructures, rural development, the improvement of people's living conditions, inside the country in particular (health, education and rural hydraulics) as well as on the activities of decentralisation. The major part of the resources of Lomé IV bis indicative Programme (€ 154 MILLION) is directed towards these fields, thus answering the priorities fixed by the Government. With regard to non programmable aid under Lomé IV bis, Guinea benefited from a first allocation of € 21.4 MILLION under the structural adjustment facility.

Under the first financial protocol of the Lomé Convention IV (1990/95), Guinea had benefited from an indicative Programme, an amount of € 127.6 million to which non programmable aid of € 182.2 million was added. Thus: Guinea benefited from the allocation of € 26.4 million from the special resources of structural adjustment and of several funds for refugees and the disaster victims. Eligible for financing with the SYSMIN resources (77% of the export earnings and 28% of the current income of the State comes only from the activities of the mining sector), funding of € 80 million was granted to Guinea to carry out an economic diversification programme. Financing of the EIB – in the form of risk capital (€ 43.5 million) and in the form of soft loans on own resources (€ 16.5 million) aimed at the modernisation of the industrial sector and basic infrastructures.

FED
EDF

répartition sectorielle du PIN
en % de la dotation totale
sectorial breakdown of NIP
% of the total envelope

FED
EDF

4-5-6-7-8

paiement par instrument
payments by instrument